**Amis de La Vie de Haute-Garonne**

**Compte-rendu de la Conférence sur la Transition écologique du 24 Mars 2017**

Organisée et animée par le Groupe des Amis de la Vie de Haute- Garonne, cette rencontre a eu lieu à L’**Ecole des Ingénieurs de Purpan à Toulouse**

* **Colette GASTOU,** correspondante des Amis de la Vie pour la Haute- Garonne a donné des informations sur les activités du groupe, remercié les associations partenaires et les participants - une centaine environ- présents à cette soirée. Elle a présenté les intervenants :
* **Olivier NOUAILLAS,** journaliste à l’hebdomadaire **La Vie** , chargé du secteur de l’Environnement
* **Christian COUTURIER,** directeur du Pôle Energie et déchets à l’Association  **« Solagro »**, et président de l’association **Négawatt**.
* **Cyril MARTINIE,** membre du réseau des AMAP *( Association pour le maintien d’une agriculture* *paysanne*) ainsi que quelques producteurs.

**Olivier NOUAILLAS** affirme dans son introduction qu’il faut prendre conscience que nous sommes en présence d’une crise climatique mais, plus généralement, d’une crise écologique.

 **Crise climatique :**

Le réchauffement climatique depuis le début de l’ère industrielle (1900) et jusqu’à la période actuelle : la température moyenne de la surface du globe s’est élevé de près de 1°C à cause de l’augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) (gaz carbonique, méthane, protoxyde d’azote et ozone). Diverses organisations nationales et internationales **[OMM**, (Organisation Météorologique Mondiale), **GIEC**, (*groupe d’experts Intergouvernemental sur l’Evolution du Climat,]*  ont centralisé des données vérifiables sur cette question.

 Deux scénarios sont envisagés par le GIEC pour la fin du siècle : le plus sombre, si aucune mesure n’était prise, serait une augmentation de plus de 4° ; le plus sobre serait de 2° si la planète se mobilise contre ce réchauffement comme le préconise la COP 21. Depuis plusieurs années une collecte de données d’experts du monde entier permet de mieux connaitre les conséquences de ce réchauffement climatique. Si d’urgence il n’est pas limité à 2°, il est pratiquement certain de voir s’amplifier les risques existants tels que :

* **acidification des océans** qui absorbent 1/3 du CO2, ce qui aura, dans le futur, une conséquence sur la faune, la flore marine et les chaînes alimentaires.
* **élévation du niveau des mers**, **érosions des côtes,** conséquence de la fonte des glaces et de la dilatation des océans, entrainant la migration de plus de 200 millions de réfugiés climatiques.
* **diminution du permafrost**, sol gelé des régions froides, libérant ainsi le méthane qu’il retient (gaz dont l’effet de serre est 20 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone).
* **une aggravation des extrêmes climatiques** tels que cyclones, canicules, précipitations, inondations, incendies de forêt, entrainant des bouleversements agricoles majeurs.

 **Crise écologique*:***

* **Crise des ressources naturelles :** les ressources eneau, pétrole, métaux rares, forêts, pêche, agriculture vivrière sont déjà en nette diminution.
* **Crise de la biodiversité :** selon l’UICN, (Union *Internationale de la Conservation de la Nature)* plus de 16.300 espèces sont menacées de disparition, ce qui risque entre autres, de poser des problèmes de pollinisation des plantes.
* **Pollution** de l’atmosphère (industrie, transports..), des sols et des eaux océaniques (déchets plastiques, produits chimiques…) mettent déjà la santé de l’homme en danger et vont encore s’accentuer.

 **Que pouvons-nous faire ?**

* Les scientifiques du GIEC précisent que pour rester au-dessous de 2°C, il ne faut pas rejeter dans l’atmosphère plus de 2900 milliards de tonnes de CO2. Or, depuis le début de l’ère industrielle, nous en avons déjà émis plus de 2100 milliards… Il est donc urgent de réduire fortement la consommation du carbone fossile (pétrole, charbon) et se tourner vers les énergies renouvelables.
* Travailler ensemble à l’échelle planétaire comme la COP 21 à Paris en 2015 où 196 pays, dont les représentants des pays à forts risques écologiques, ont signé un accord pour limiter l’augmentation du réchauffement de la planète à une température inférieure à 2°C en prenant, pour chaque pays, les dispositions techniques et réglementations nécessaires pour cet objectif. En espérant que la nouvelle présidence des Etats Unis ne vienne pas perturber ces engagements…

 A l’échelle nationale, il y a lieu de souligner l’initiative du « Grenelle de l’Environnement », et  la loi sur la transition énergétique, mais, nous dit Olivier Nouaillas, « s’il **faut penser global, il faut aussi agir local »**: privilégier les initiatives locales qui sont nombreuses et variées tels que économie solidaire, transports en commun, covoiturages, déplacements « doux », circuits de consommations courts, jardins individuels et collectifs…etc.

 Dans son intervention **Christian COUTURIER** de **l’Association SOLAGRO**, présente des réalisations locales développées par des villes et des territoires dans les domaines de l’agriculture et des énergies.

* Un projet **OSAE**, (*Osez l’Agro-Ecologie)* est mis à la disposition de la profession agricole, il s’agit de contribuer à faciliter la diffusion des savoirs et des savoir-faire en matière d’agro-écologie afin de réduire les impacts énergétiques et environnementaux des exploitations agricoles. A partir d’expériences concrètes, l’idée est d’aider à généraliser de bonnes pratiques agricoles dans cette activité.
* Un scénario **Afterres 2050** a été élaboré pour identifier les conditions nécessaires à une production agricole qui réponde aux demandes alimentaires, énergétiques ou de biomatériaux à l’horizon 2050, en prenant en compte le changement climatique, l’amélioration du revenu des agriculteurs, et le maintien des équilibres des écosystèmes. Cette démarche doit permettre aussi de modifier les habitudes d’alimentation humaine et animale en proposant des produits différents et de qualité.
* Le scénario **Négawatt 2050**, dans la continuité des scénarios antérieurs, est un scénario de transition énergétique développé en un modèle durable et applicable en France pour les 40 prochaines années, par la prise en compte dans cette démarche de trois facteurs **: la sobriété, l’efficacité** **énergétique et l’utilisation des énergies renouvelables**. Pour mettre en œuvre cette stratégie il faut agir sur l’isolation thermique des bâtiments, l’exploitation de gaz produit par la biomasse végétale comme source d’énergie et comme carburant. Il serait ainsi possible d’entrevoir à l’horizon des années 2050 une indépendance énergétique dans un certain nombre de secteurs.

 *(Le projet OSAE, le scénario Afterres et le scénario Negawatt 2050 sont à découvrir sur le site de l’association : www.solagro.org)*

Enfin **Cyril MARTINIE,** membre des **AMAP de Fontenilles** et du réseau **AMAP Midi-Pyrénées,** nous présente ces circuits courts dedistribution. Nés au Japon dans les années 1960, puis aux USA, ils se sont développés en France au début des années 2000. Ils mettent en relation solidaire et contractuelle des producteurs et des consommateurs de produits issus de la paysannerie. Chaque partie y trouve des avantages :

* les productions sont payées  **« à forfait**» (quelle qu’en soit la quantité) au paysan,
* les consommateurs disposent de produits de haute qualité toute l’année,

 En Midi-Pyrénées, 2500 familles s’alimentent selon cette formule ce qui permet à 150 producteurs de se maintenir sur leur exploitation de faible à moyenne superficie. Il est évident que les produits proposés sont différents en fonction de la saison. A titre d’exemple pratique, Cyril précise que sa famille (3 personnes) s’alimente en produits frais pour environ 300 euros par mois (alimentation bio de haute qualité nutritionnelle et gustative).

 Puis, **Lorena**, maraîchère bio parle de son vécu sur une exploitation d’un hectare (grâce auquel elle nourrit environ 50 familles).

 Enfin, **Nicolas Pontier,** employé dans le ferroutage témoigne du nécessaire investissement très lourd à faire sur le réseau ferré (aucune amélioration depuis 50 ans) pour pouvoir concurrencer le transport routier (réseau flambant neuf!).

 La conférence se termine par la réponse des intervenants aux **diverses questions posées** par l’assistance dans les domaines de l’économie sociale et solidaire, des nouveaux modes de consommation ou de production d’énergie notamment.

 Alors que l’enjeu écologique en général et l’urgence climatique en particulier occupent le devant de la scène, ces initiatives vertueuses doivent davantage montrer leurs réussites afin d'inciter chacun à s’engager à son niveau, à sa façon.

 **En conclusion**, un engagement de chacun est nécessaire à tous les niveaux, informatif, éducatif notamment, pour encourager la diffusion de nouveaux modes de vie et ainsi s’acheminer vers une « sobriété heureuse » favorisant innovation, utilité sociale et contribution au « vivre-ensemble ».



